

Objekttyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Tracés : bulletin technique de la Suisse romande**

Band (Jahr): **134 (2008)**

Heft 11: **Énergie et bâtiment**

PDF erstellt am: **05.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Votre immeuble, de A à G



Ce printemps, le Conseil national a décidé de ne pas donner suite à une initiative parlementaire en faveur de l'introduction d'une étiquette CO₂ pour les denrées alimentaires. Un code de couleurs du même type que celui de l'étiquette énergie des appareils électroménagers aurait fourni des informations sur la quantité d'énergie consommée pour la production et le transport d'aliments non transformés. La demande a été rejetée « en raison des difficultés liées à la détermination des émissions [de CO₂] et de problèmes d'exécution inévitables »¹.

En parallèle, l'Office fédéral de l'énergie, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie et la SIA planchent depuis longtemps sur un objet semblable mais bien plus complexe : la certification énergétique des bâtiments (CEB). L'introduction d'un CEB cantonal facultatif est prévue pour début 2009. Le cahier technique SIA 2031, prenant appui sur les normes euro-

péennes en la matière, établit les bases pour le classement des immeubles en sept catégories, de A à G. Plusieurs méthodes de calcul doivent permettre d'estimer la consommation énergétique spécifique par m². A terme, chaque bâtiment aurait son étiquette, comme les frigos ou les lave-linge.

Mais la mise en route du certificat énergétique promet d'être longue, et les négociations difficiles. Il en coûtera aux propriétaires. Certains dénoncent même une subvention déguisée du marché de rénovation. D'autres, enfin, regrettent le manque de mesures incitatives. Ce qui est sûr, c'est que la classification des immeubles influencera leur liquidité (ils seront vendus plus facilement), et donc leur prix. Ce qui est sûr aussi, c'est que la Suisse, en comparaison avec plusieurs pays européens, est à la traîne : l'introduction du certificat prend chez nous plus de temps qu'ailleurs².

Alors, pourquoi s'engager dans ce travail de titan, et reculer devant les difficultés sans doute moindres d'un étiquetage alimentaire ? D'abord parce que le secteur de la construction engloutit près de la moitié de l'énergie consommée en Suisse. Les économies en ressources énergétiques y représentent donc un enjeu majeur, et l'intérêt général d'une certification des bâtiments semble incontestable. On peut sans doute trouver plein de mauvaises raisons pour ne rien faire ; on pourrait aussi faire autrement. Construire plein de centrales nucléaires, par exemple.

Anna Hohler

¹ Communiqué de presse de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, 8 janvier 2008

² Le Danemark, notamment, apparaît comme un exemple à suivre : à un audit obligatoire introduit dès 1981 fait suite un certificat également obligatoire depuis 1994. Aujourd'hui, on y défiscalise les bâtiments rénovés de manière énergétiquement correcte.